

Deuxième session du CIP de l'UEMOA : L'Honorable Abdoul Majid AG Mohamed Ahmed a représenté le Mali

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 23 AOÛT 2024

1629

www.malikile.com

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Le Panafricanisme en tant que « doctrine et mouvement de solidarité entre les peuples Africains » date depuis bien avant les indépendances des pays Africains. Des recherches, des lectures nous enseignent que le mouvement serait né en Amérique Latine, précisément au Brésil. Dans le film documentaire qui lui est consacré, Marcus Garvey serait le père du panafricanisme.



Économie et Gestion

**Le panafricanisme
précède
l'appartenance
aux espaces communautaires.**



...réformes politiques de l'UEMOA 2023 : Le Mali en bonne position dans l'espace communautaire



UEMOA : Bilan de 30 ans d'intégration économique

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

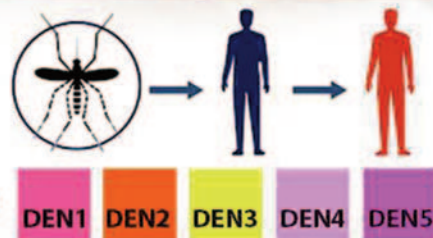


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation : 4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (somnolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuse
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante

Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



MALIKILÉ Sensibilisation

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

P.15



P.18



P.21



/ Une /

Économie et Gestion : Le panafricanisme précède l'appartenance aux espaces communautaires. 4

P.4

/ Brèves /

Classement des banques de l'UEMOA : La commission bancaire confirme le leadership de la BMS au Mali 14
Revue des réformes politiques de l'UEMOA 2023 : Le Mali en bonne position dans l'espace communautaire14
Deuxième session du CIP de l'UEMOA : L'Honorable Abdoul Majid AG Mohamed Ahmed a représenté le Mali15
UEMOA : Hausse de 10,62% à (+4 374,2 milliards FCFA) de la masse monétaire des États membres en janvier 202315

P.14

P.14

P.15

P.15

/ Actualité /

Afrique : Baisse de 66 % des transactions du capital investissement au 1er semestre 2024 18

P.18

/ Politique /

UEMOA : Hausse de 6,96 % du coût moyen des emprunts bancaires en 2024 21

P.21

/ Culture & société /

UEMOA : Bilan de 30 ans d'intégration économique24

P.24

/ International /

Crise au Niger : Bilan d'une année de tensions régionales25

P.25

/ Sport /

Ligue des Champions d'Afrique : Incertitude autour du match retour entre le Djoliba et le Red Star de la Centrafrique26

P.26



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Yousseuf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

Économie et Gestion

Le panafricanisme

précède l'appartenance

aux espaces

communautaires.

Le Panafricanisme en tant que « doctrine et mouvement de solidarité entre les peuples Africains » date depuis bien avant les indépendances des pays Africains. Des recherches, des lectures nous enseignent que le mouvement serait né en Amérique Latine, précisément au Brésil. Dans le film documentaire qui lui est consacré, Marcus Garvey serait le père du panafricanisme. C'est le premier Président du Ghana, Kwamé Nkrumah qui l'aurait amené des Etats Unis aux termes de ses études.

Le panafricanisme n'est pas l'adhésion ou le retrait d'une Organisation continentale. Ce n'est pas un slogan ou la défense d'intérêts égoïstes, mais un comportement qui doit être fondamentalement inscrit dans les esprits et les actions de tous les jours des personnes et surtout des Dirigeants qui président aux destinées des peuples Africains.

I. DES CADRES AFRICAINS UNIS FACE AUX PROBLEMES DU CONTINENT

Parce que le panafricanisme est un comportement individuel et collectif, on comprend aisément pourquoi des femmes et des hommes panafricains : cadres du public et du privé, politiques, intellectuels, artistes, sportifs et autres du continent et d'ailleurs se sont battus individuellement et collectivement en dehors de toute Organisation pour sauvegarder leurs intérêts et ceux du continent quasiment sans distinctions de frontières et de nationalités. A titres d'illustrations :

Au Ghana, l'économiste de Sainte-Lucie, Sir William Arthur LEWIS, considéré comme un des "Pères Fondateurs de l'Economie du Développement", Prix Nobel d'économie de 1979, est venu servir en Afrique comme Conseiller Spécial du Premier ministre du Ghana entre 1957 et 1963.

Dans sa théorie du dualisme, il défend qu'une **politique Agricole développée** (grande em-

ployeuse de main d'œuvre) serait à son tour pourvoyeuse de matières premières à **une industrie naissante** (secteur à forte capacité de main d'œuvre) qui exigera **une politique de formation des ressources humaines indispensables**.

En raison de sa brillance, William Arthur LEWIS a été anobli par la reine d'Angleterre, il est devenu « Sir William Arthur LEWIS ».

En Guinée, ils ont été une trentaine de cadres de différents pays du continent dont le professeur feu Joseph KI-ZERBO, à rejoindre la Guinée pour abattre auprès du Président Ahmed Sékou TOURE, un travail de titan de reconstruction de ce pays, ravagé par le départ du colonisateur. Celui-ci avait tout emporté, sans laisser le moindre objet et brûlé ou détruit tout ce qu'il ne pouvait pas emporter. Le professeur KI-ZERBO, un des premiers Africains Burkinabè, agrégé d'histoire a préféré abandonner ses cours et ses rémunérations de Professeur à l'Université de Dakar, pour contribuer à mettre en ordre un pays frère.



Dans l'émission « Mémoire d'un Continent » (Le Passé de l'Afrique à la Radio) de RFI, du 27 Juin 2013, son épouse Mme Ki-Zerbo née Jacqueline Coulibaly, éducatrice, « considérée comme une figure marquante des événements du 03 janvier 1966 », raconte, parfois avec émotions et larmes, les difficultés rencontrées après le célèbre « non » du Président Ahmed Sékou TOURE au Général De Gaulle et comment les Africains se sont fièrement battus.

Il n'y avait presque pas d'horaires de travail, des réunions à l'ombre, l'argent ne comptait pas, pourvu qu'on mange. **Chaque brique posée était une fierté dans la construction de l'édifice Guinée, explique – t – elle.**

En Afrique de l'Est, pour apporter leurs contributions à la résolution des problèmes de développement économique de leurs pays, des cadres, économistes sociologues et autres du Kenya, Tanzanie, Ouganda, se sont regroupés autour d'une Revue, « East Africa Journal » sous le leadership de Barack H. Obama Sénior, le père de l'ancien Président Américain Barack H. Obama Jr.

Diplômé en économie de l'Université de Harvard, il signa en Juillet 1965 un article célèbre

intitulé « Problems Facing Our Socialism » que l'on pourrait traduire par « Problèmes Rencontrés par Notre Socialisme », dans lequel, il fait des propositions pour adapter le système économique socialiste aux réalités socio-culturelles des pays.

Après les indépendances, les pays du continent étaient confrontés au problème de choix du système économique, entre le capitalisme et le socialisme.

Au Mali, qui avait opté pour le système socialiste, le Président Modibo KEITA a fait venir l'économiste Franco-Egyptien Samir AMIN, pour bâtir le premier Plan de développement économique du pays.

L'éminent Professeur en économie assista le pays dans son projet de « battre sa monnaie » et le Franco – Sénégalais Raymond Louis NEGRE a été le premier Gouverneur de la Banque de la République du Mali. (BRM).

En Afrique australe, sur le plan politique, Robert MUGABE avec Kenneth KAUNDA ont été de grands panafricains qui ont contribué énormément à la décolonisation du sud du Continent, notamment dans les anciennes Rhodésie du Sud (Zimbabwe) et du Nord (Zambie).

On comprend que le panafricanisme n'est pas une affaire d'appartenance à une Communauté économique, un Espace politique, une Association, un continent ou autre. Non, **c'est l'Afrique dans le cœur de ses filles et de ses fils.**

Ayant lancé les défis de l'autodétermination des peuples du continent et de développement économique et social, aux colonisateurs, l'Afrique ressemblait à un vaste pays. Les frontières n'existaient presque pas et les nationalités avaient peu d'importance. En effet des frontières tracées avec la règle ont divisé des peuples. Elles sont plus artificielles que naturelles, n'intéressaient pas trop les pères des indépendances. C'est ainsi qu'entre le Mali et ses sept (07) voisins, il n'y avait pas de visa, la libre circulation était la règle. Et même au-delà, par exemple par la volonté des Présidents Habib Bourguiba et Modibo KEITA, il n'y avait de visa entre la Tunisie et le Mali. Entre le Cameroun et le Mali, le visa a été instauré après plus de 50 ans de libre circulation.

Aujourd'hui, la CEDEAO donne l'impression d'être **le précurseur de la « libre circulation des personnes, des biens et des services »**. Certes, elle a conservé et renforcé le concept, mais les pères des indépendances avaient quasiment tout prévu. **On pourrait même dire qu'il y avait une nation noire.**

Oui, il y a bel et bien une « Nation noire ». En effet, outre Sir William Arthur LEWIS au Ghana, le Franco-Egyptien Samir AMIN au Mali, d'autres sommités Noirs Américains comme Marcus Garvey, Malcom X, Louis Farrakhan (l'organisateur de la "marche d'un million d'hommes pour les droits civiques de Noirs"), et des milliers d'autres panafricains blancs sont venus apporter leurs pierres à la construction de l'édifice Africain pour le bon-

heur des peuples. Les français Jean BENARD, Jean LORY, le Portugais Da NOMBREGA et l'Israélien Eli LOBEL, faisaient partie de l'équipe.

A l'échelle du continent, le Président Kwamé N'krumah a préconisé l'unité du continent dans deux livres. Ensuite, le professeur Cheikh Anta DIOP a, aussi prêché pour l'unité du continent dans un livre : « L'Unité Culturelle de l'Afrique Noire » paru aux éditions Présence Africaine en 1959 pour la première fois, puis revu et augmenté en 1982. Il a rêvé la construction d'une fédération d'Etats dont il a démontré les esquisses dans un livre : « Les Fondements Economiques et Culturels d'un Etat Fédéral d'Afrique Noire », paru aux éditions Présence Africaine en 1960 pour la première fois, puis revu et corrigé en 1974.

Le savant Cheick Anta et d'autres panafricains se retourneraient dans leurs tombes en apprenant que des Africains sont entrain d'apporter leurs concours à des projets de guerre et de destructions de pays Africains.

II. PANAFRICANISME ET CREATION DE GRANDS RASSEMBLEMENTS

On rappelle que le « panafricanisme est le mouvement de solidarité et d'entraide entre les peuples Africains » dans leurs combats pour un mieux-être, le développement économique et social du continent. Aussi beau qu'il est ce mouvement, n'est-il pas utopique de croire ou de vouloir que tous les Africains y adhèrent ?



Même pendant les durs combats contre le régime d'apartheid d'Afrique du Sud, pendant que le monde : politique, intellectuel, artiste se mobilisaient en faveur de Nelson Mandela, des Africains trouvaient des moyens de contourner et violer les embargos décidés par l'OUA, appuyés par l'ONU. Ils n'ont pas hésité à sauter sur des cadavres de sœurs et de frères Noirs pour aller traiter des affaires avec le régime de Pretoria. Peut-on faire pire que cela ?

A partir de là, pourrait-on être surpris des dures sanctions infligées aux pays du Sahel et surtout au Niger contre qui, les « forces communautaires en attente » ont failli être mobilisées pour le détruire. Au nom de quoi ? De la démocratie !!! Oui la démocratie, une Norme politique de gestion du pouvoir, empruntée et brutalement implantée sur le continent sans aménagement ni adaptation aux réalités des pays. Les pères des indépendances ont bien compris que l'union fait la force, qu'un « seul doigt ne peut pas prendre un caillou ». Alors, ils se sont regroupés pour créer l'Organisation de l'Unité Africaine en 1963, et une année, après la Banque Africaine de Développement (BAD) fut créée en 1964 pour le financement des économies du continent.

D'autres dirigeants panafricains ont emboîté les pas pour créer des Organisations sous-régionales dans les domaines politiques, juridiques, économiques, scientifiques, universitaires, culturels, sportives, etc. En suivant les chemins tracés, des déviations seraient réduites. Malheureusement, des Hommes d'Etat, charismatiques qui portent leurs pays et le continent à cœur et les mettent au-dessus de tout, sont de plus en plus rares. On assiste de plus en plus à l'émergence de l'affairisme, aux Dirigeants actionnaires dans des sociétés qui ont investi toute la sphère économique : agriculture, mines, télécommunications, banques, transport, énergie, etc.

III. ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES ET PANAFRICANISME.

Les regroupements régionaux et sous-régionaux ont entre autre pour vocations de cultiver, renforcer l'entente, la paix et l'unité sur le continent. Ainsi, ils devraient être des fers de lance du mouvement.



Mais qu'observe-t-on de la lecture des grilles de sanctions implicites et explicites imposées à des pays membres par deux communautés auxquelles ils appartiennent ?

1. Un manque de solidarité : cela se voit à plusieurs niveaux. dans les choix des dirigeants aux postes d'organisations internationales, les pays membres ne sont jamais d'accord sur un candidat. On ferme les frontières à un pays membre en difficultés avec une épidémie (Guinée en période d'Ebola), au lieu de l'aider dans cette épreuve en circonscrivant l'épidémie et en appuyant les traitements.

2. Des souffrances imposées aux populations des pays dits de « coup d'état », alors que ces situations pourraient résulter d'une mal gouvernance implantée et entretenue par la démocratie. Ce n'est nullement une plaidoirie pour « les coups d'état », mais une condamnation de la démocratie qui a été largement en dessous des attentes des populations, telle qu'on les avait présenté : le pouvoir par le peuple et pour le peuple ». les populations ont rêvé un mieux-être.

3. Des mépris des décisions l'Organe judiciaire de la Communauté, on ne respecte même pas les décisions de l'Organe mis en place pour rendre justice dans la communauté. Y'a – t – il vraiment combien de démocraties dans les espaces CEDEAO et UEMOA ? De nombreux pays condamnés pour atteinte aux faits ou Institutions de démocratie ont catégoriquement

refusé d'appliquer les décisions de justice de l'Organe judiciaire communautaire.

4. Le recours à la force, on menace d'attaquer un pays membre, exactement comme les colonisateurs l'ont fait pour contraindre nos arrières grands parents et grands-parents à leurs Autorités. Des millions d'Africains et de Noirs dans le monde se sont dits : le colonisateur a changé de visages, il est toujours là.

En somme des Communautés où il n'y a pas assez de solidarité et d'entraide dans la résolution des problèmes, qui s'occupent de moins en moins de leurs vocations premières : l'intégration économique pour le bonheur des populations, sont – elles vraiment orientées vers le panafricanisme tels que pratiqués par des femmes et des hommes ci-hauts cités ?

Cela est – il le Projet de CEDEAO rêvé par les pères fondateurs ?

IV. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS POUR SAUVER LA CEDEAO.

La « CEDEAO des Chefs d'Etat » semble être aux antipodes du panafricanisme. Le départ des pays de l'AES ne constitue pas une condamnation à mort de ces pays par voie d'isolement. La roue du panafricanisme continue de tourner et de plus en plus à grande vitesse. La CEDEAO et l'UEMOA pourraient disparaître, les Africains continueront de travailler main dans la main, individuellement et collectivement.



Nous l'avions dit dans des publications antérieures, qu'en sanctionnant le Mali, la CEDEAO risquait de prendre le chemin de sa mort. Pour la sauver, des réformes importantes doivent être prises.

1. Rendre justice en sanctionnant aussi les « coups d'état constitutionnels ». En effet ce sont des infractions continues, tant que le texte de réforme constitutionnelle est en vigueur et tant que le bénéficiaire est toujours au pouvoir. L'infraction pénale est constituée et punissable à tout moment.

2. Rendre justice par l'indemnisation des populations de la «CEDEAO des peuples». Ces populations victimes des sanctions injustes ignorent complètement le Protocole additionnel sur la bonne gouvernance et la démocratie. La CEDEAO des Chefs d'Etat les a infligé des sanctions pour des fautes qu'elles n'ont pas commises.

A défaut de sanctionner les « coups d'état constitutionnels » pour, par exemple absence de texte de sanctions, de base légale (l'élément légal), les populations innocentes pourraient être indemnisées. Cette indemnité pourrait être égale au montant du budget des pays concernés.

3. Rendre exécutoire les décisions de l'Institution judiciaire. C'est aussi une forme de justice que d'appliquer les sanctions prononcés par la Cour de la CEDEAO contre des pays pour des faits portant atteinte à la démocratie tels que les rehaussements des niveau de la caution aux élections, le parrainage et autres pouvant constituer des barrières aux candidatures. Tous ces faits ont été jugés illégaux par la Cour que les pays refusent de se soumettre.

4. Procéder au toilettage des textes de l'Organisation. Le Traité est un excellent texte qui n'a pas été correctement appliqué. Pour son application efficace, une des solutions consis-

terait, par exemple à scinder l'Institution en deux pour faire du « Protocole additionnel » une « Institution politique » à part entière et laisser « l'Institution économique » poursuivre sa vocation. Ce toilettage doit fixer les types d'interventions des puissances étrangères et des organisations internationales dans les activités de l'Institution. Le Parlement communautaire veillera au respect de ces cadres d'intervention à l'occasion des votes du Budget de l'Organisation.

5. Clarifier les grilles des sanctions. Les sanctions doivent être clairement connues. Les rédactions « d'extension ou sous-entendues » sont à éviter. Il convient de privilégier les sanctions financières telles la « fixation d'astreintes sous conditions » en cas de non régularisation dans un délai précis.

Une médiation impartiale prenant appui et des engagements fermes et irrévocables sur des propositions de solutions relativement objec-



tives pourrait prospérer. Les arguments émotionnels du genre : « nous sommes les mêmes»,

« nous sommes liés par l'histoire et la géographie », « retrouvons – nous sous l'arbre à palabre pour laver le linge sale à la maison.... », « des erreurs ont été commises et ne seront répétées ... » etc, ne sont pas très efficaces quand les blessures sont relativement profondes.

V. LE PANAFRICANISME N'EST ORIENTÉ CONTRE PERSONNE.

Le Panafricanisme en tant que « doctrine et mouvement de solidarité entre les peuples Africains » n'est pas orienté contre un continent, une race, un pays ou des personnes. Non les panafricains sont à la recherche de solutions aux problèmes de développement économique et social par Les Africains – mêmes.

Parce que voyez-vous, le Noir est probablement la race qui a le plus souffert.

D'abord les arabes, les plus grands esclavagistes ont pratiqué des cruautés les plus inhumaines contre le Noir. Et pourtant des Africains pensent que l'islam leur appartient. Ils sont des millions à effectuer le pèlerinage à la Mecque quand même les arabes continuent à infliger les traitements les plus dégradants. Des Africains pensent même que cette religion leurs appartient. Pour rappel le Roi Kankou Moussa a fait, en 1326, son pèlerinage historique en apportant avec 08 tonnes d'or en Arabie Saoudite.

Puis, c'est l'esclavage et la colonisation des Occidentaux. Pendant des siècles, ils sont amassés des milliers de milliards de dollars de fortunes de la vente des esclaves et surtout du travail gratuit des esclaves. Il est important de noter qu'après la déclaration des droits de l'Homme en 1789, ils sont venus coloniser l'Afrique avec tous les traitements dégradants les plus inhumains possibles. Les droits de l'Homme ne concernent pas le Noir.

Avec l'avènement des indépendances, ne voulant pas quitter cette terre africaine, des « Services de Coopération » sont créés, des ONG impérialistes sont créées : « Agricultures sans





frontières », « Avocats sans frontières », « Médecins sans frontières », toutes sortes d'organisations fantômes sont créées pour se maintenir en Afrique. Pour eux, le monde est « sans frontières ».

Quand il s'agit des autres qui se déplacent, cela s'appelle « l'immigration » avec toutes les théories les plus folles de l'indignité. Est-ce que c'est difficile de rester chez soi quand on ne veut pas que les autres y viennent ?



A supposer, par un raisonnement à l'absurde, que chacun regagne sa terre, pensez-vous que ce sont les Africains qui vont souffrir en premiers ? Non, absolument pas, ce sont les impérialistes qui disparaîtront les premiers.

Alors, que peuvent faire les Africains contre ce cannibalisme ? Puisque c'est de cela qu'il s'agit. En effet, autant une antilope se fait manger en broutant des herbes ou en s'abreuvant paisiblement, par un fauve, autant des Occidentaux, à la recherche de matières premières et de ressources minéralogiques, viennent agresser des paisibles paysans dans leurs champs. Et quand ils essaient de résister, ils les tuent. Cela s'appelle du cannibalisme. Autant la lionne tue la biche pour nourrir ses petits, autant des Occidentaux viennent tuer depuis des siècles des Africains pour nourrir leurs populations.

Les panafricains estiment que cela ne peut pas continuer. Les Africains ont naïvement trop longtemps compté sur les autres. Ils cessent de regarder le passé dans le rétroviseur. Ils ont décidé de prendre le destin du continent en mains. Ils ne demandent que des choses simples : arrêter l'ingérence politique, arrêter d'exporter des valeurs et cultures dans lesquelles ils ne se reconnaissent pas, mettre les intelligences ensemble. Ce sera du co-développement ou du « développement sans frontières ».

Mais qu'on arrête les assassinats et les tueries : un homme politique essaie de se faire un

chemin, on le tue. C'est le « béni oui, oui », toute tentative d'apporter de la contradiction est supprimée. Celui qui ose parler du FCFA, il attrape le Covid-19 (Michel Sapin). Tout dirigeant qui tente de rétablir l'autonomie financière de son pays est éliminé.

Tout est fait pour maintenir le continent à l'état de dépense indéfini pour l'approvisionnement des industries en matières premières et l'écoulement des produits fabriqués. Il est temps de changer de logiciel pour progresser ensemble.

VI. L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE DU CONTINENT.

Il nous semble important de rappeler deux citations de M. Winston Churchill : « La principale leçon de l'Histoire est que l'espèce humaine est incapable d'apprendre ». « Un peuple qui oublie son passé se condamne à le revivre ».

Ce serait très dur pour les filles et les fils du continent de revivre l'esclavage et la colonisation. Et pourtant c'est bien cela qui se profile à l'horizon.

L'esclavage a déjà recommencé : les filles et les fils du continent sont vendus à la criée au Maghreb, principalement en Libye. L'affaire a été révélée par la publication d'un reportage de la Chaîne CNN par M. Claudy SIAR. Ce fut la grande indignation, mais de très courte durée. Nos Présidents et les Organisations



continentales sont tous aveugles, sourds et muets. Le marché d'esclaves prospère bien dans les pays du Maghreb.

La guerre de la recolonisation a commencé en 2012, il apparaît clairement que les Occidentaux n'étaient pas venus combattre le terrorisme, ni pour la démocratie. La guerre de recolonisation du continent a débuté en 2012 avec l'occupation du Mali. Elle vient d'atteindre un « pic » avec la bataille de TINZI-WATENE en cours depuis le 26 juillet 2024. Cette bataille menée par des combattants de près de dix nationalités de pays occidentaux contre l'armée malienne est l'illustration du démarrage de la guerre pour la recolonisation du continent. On pourrait dire que :

- Soit les Organisations comme l'Union Africaine et la CEDEAO n'ont pas vu venir cette guerre, la CEDEAO a donc affaibli par des sanctions au nom de l'idéale démocratie, les pays dits de coup d'état.

- Soit qu'elles savaient et donc elles étaient dans le jeu en affaiblissant les pays concernés par des sanctions. L'acceptation de nouvelles bases militaires par des pays membres de la CEDEAO, milite en faveur de cette hypothèse. Ce qui serait une trahison des peuples de la communauté.

Et pourtant, le Général De Gaulle a consacré une communication à la « question des énormes ressources que regorge le Sahara »

que beaucoup d'Analystes politiques et économiques du continent ont entendu. En bons Africains, on s'est contenté de savoir, l'action est notre principale faiblesse, l'immobilisme est la règle. On n'a rien fait.

On comprend aisément les mobiles de la patate chaude qu'est la rébellion que l'ancienne puissance coloniale a filée dans les mains des pays comme le Mali, le Niger et le Tchad. En 64 ans d'indépendance, ils sont en guerre contre des rébellions plus de 60 ans.

Il ne fait aucun doute que tous les pays ont des armées, mais généralement des « armées de défilé » de démonstration de force. Les armées des pays du Sahel sont des armées aguerries aux combats dans des conditions climatiques très rudes. Elles constituent des « murs de protection » pour toute l'Afrique de l'Ouest. Tenez, Kidal est à 1 600 km de Bamako et Tinzawaten est à 233 km de Kidal, au final Tinzawaten est à plus de 1 833 Km de Bamako. Dans le Sahara, à 11 H déjà, il fait plus de 40°. La nuit, la température tombe à 0°. Un soldat de la forêt peut-il être efficace dans ces conditions extrêmes ? Nous rendons hommage à nos forces armées.

Le continent doit se mobiliser à travers l'U.A aux côtés des armées du Sahel. En effet, si ces murs de protection tombent, les colonisateurs feraient d'une bouchée les autres pays de l'Afrique de l'ouest, dont certains, se croyant plus proches des envahisseurs que leurs

sœurs et frères, ont accueilli des bases militaires. L'occupation sera plus facile et à moindre coût.

Le leader Churchill a bien raison, l'histoire du continent doit être enseignée et cela dans toutes les branches et à tous les niveaux du savoir. Deux hypothèses pourraient permettre de bien comprendre nos propos.

Hypothèse 1.

On pourrait faire le raisonnement à l'absurde suivant : avant l'arrivée des envahisseurs, l'Afrique serait une terre vierge habitée par des oiseaux, des animaux, en un mot la faune et la flore. Dans cette hypothèse, l'Africain n'a pas d'histoires, donc pas de passé, de savoir et son accumulation, de culture, de religion. Toutes les théories esclavagistes, colonialistes, religieuses seraient vraies. L'Africain n'est pas entrée dans l'histoire, il vit au rythme des saisons comme l'a bien l'ancien Président Français Nicolas SARKOZY.

Cette hypothèse ne tient pas la route. En effet des résultats de nombreuses recherches socio-archéologiques, scientifiques, anthropologiques et d'histoires ont démontré que l'Afrique est le berceau de l'humanité. Comment est – ce – que la source de quelque chose pourrait ne pas avoir de passé ? C'est dire, qu'elle n'est pas une source.

« Nous sommes tous Africains », c'est ce qui est expliqué dans le livre « Une belle histoire de l'homme », sous la direction d'Evelyn HEYER et la préface d'Yves COPPENS » paru en 2015 aux éditions Flammarion, Paris.

Hypothèse 2

A contrario, on pourrait tenir le raisonnement inverse. Dans cette hypothèse, alors le continent aurait bel et bien une histoire, un passé, des savoirs bien accumulés, des croyances, bref des sociétés bien organisées. Cette hypothèse est sans doute la plus plausible. L'histoire de l'Afrique, écrite par les envahisseurs vainqueurs, a été cachée en partie, falsifiée, détruite notamment par les religions importées.

Les Africains doivent découvrir, se réapproprier leur histoire et la réécrire sous les lumières de leurs propres analyses.

L'histoire du continent n'est pas qu'une seule facette, celle obscure qui fait honte aux complexes et aux renégats. Une autre brillante facette est décrite des ouvrages d'histoires, de recherches socio-anthropologiques par de brillants auteurs comme Joseph Ki-Zerbo, Elikia M'Bokolo, Mme Adame BA Konaré, qui a dirigé le livre « Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy » publié aux Editions La Découverte 2008 – 2009, Paris. Ibrahima Baba KAKE, Amadou Hampaté BA, Cheikh Anta DIOP, Jean Philippe OMOTUNDE, Georges BALANDIER, etc.

Depuis 1997 que nous enseignons, on observe que les enseignements dispensés ne permettent pas de connaître l'histoire du continent, donc n'inculquent pas l'amour du pays. On leur inculque fortement l'amour de l'argent, qui n'a pas d'odeur, ni de saveur, l'important, c'est d'en amasser beaucoup pour soi.

Produit d'un tel système, l'Africain n'a pas assez d'amour pour son pays, ni pour les générations futures. Il pourrait faire partir de toute manipulation, tout complot contre son pays oubliant que la fin d'un traître c'est toujours le bout du fusil. En effet, celui qui a trahi les siens trahira toujours. Alors, une fois les objectifs atteints, il est rapidement supprimé.

Ensuite c'est un enseignement qui n'apprend pas de métier à l'apprenant, mais administre des connaissances qui doivent lui permettre d'aller chercher du travail chez quelqu'un d'autre, sachant qu'il ne sait rien faire. Les programmes et le système d'enseignement sont à revoir pour le bonheur des enfants et des pays. Doit-on encore attendre qu'ils viennent donner des Programmes d'enseignement qui valorisent le passé du continent ?

Nous concluons ce papier en rappelant l'article 28 du Code noir de l'impérialisme qui dispose:

« Déclarons les esclaves ne pouvoir rien avoir qui ne soit à leurs maîtres; et tout ce qui leur vient par industrie, ou par la libéralité d'autres personnes, ou autrement, à quelque titre que ce soit, être acquis en pleine propriété à leurs maîtres, sans que les enfants des esclaves, leurs pères et mères, leurs parents et tous autres y puissent rien prétendre par successions, dispositions entre vifs ou à cause de mort; lesquelles dispositions nous déclarons nulles, ensemble toutes les promesses et obligations

qu'ils auraient faites, comme étant faites par des gens incapables de disposer et contracter de leur chef ».

Cet article 28 est une chosification pure et simple de l'Homme noir. Tout ce qui appartient à l'esclave est la propriété du maître. Voilà pourquoi le Président Français, Emmanuel Macron a dit que le Mali appartient à la France, puisque ce pays lui a été attribué lors du partage du monde. Ce code noir de l'impérialisme est toujours en application. Il n'existe aucune résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui en parle à fortiori de l'abroger. Les Nations Unies sont – elles réellement unies ?

Les choses sont claires, l'oppression de l'Homme noir continue. La question n'est plus de savoir ce que les Africains doivent faire, mais comment et quand avant qu'il ne soit tard. **C'est aux Africains de se libérer par eux-mêmes, non pas dans la violence, mais dans la confrontation des idées pour signifier qu'hier n'est pas égal à aujourd'hui. Le panafricanisme ne signifie pas la rupture avec le monde. Les panafricains savent l'interdépendance économique des pays, ils ne vivent pas en autarcie.**

Aucune diplomatie, politesse, gentillesse, courtoisie, comédie pour se faire accepter et les faire rire, ne fera changer leurs regards sur l'Homme noir, pour lui donner un minimum de respect et de considération. Parce que c'est logique, normal, voire naturel qu'un esclave obéit à son maître.

Le Noir ne fait absolument rien de mal à personnes. **Mais c'est lui qui est persécuté et opprimé par tout depuis des siècles : atrocités Arabes, génocide Allemand en Namibie, massacres Français au Cameroun, Madagascar, génocide Français au Rwanda, des cruautés inimaginables contre le peuple d'Haïti, la liste est longue.** Quelle comptabilité macabre de morts. Décidément ils ont la tuerie de l'Homme Noir dans le sang.

Parce que le continent a longtemps misé sur eux, qu'ils pensent que rien ne nous fait mal. Non messieurs, aucun Africain n'accepte cette situation, y compris vos plus proches relativement acquis à votre cause. Ceux-ci sont d'ailleurs les plus malheureux, doublement punis : renégats par ci, traîtres par là. Et vous le savez puisque vous avez subi les souff-

rances et humiliations de 05 ans de colonisation des Nazis. Des centaines de millions d'Africains silencieux souffrent de ces blessures non cicatrisables.

Le salut de l'Afrique est dans la solidarité et l'entraide, en un mot dans le panafricanisme. La bonne nouvelle est qu'à l'entêtement de continuer, il est heureux de constater que des millions de femmes et d'hommes, nombreux jour après jour, s'approprient des idéaux du mouvement pour résister aux prédateurs de matières premières et à la conquête du vaste marché de plus de 1 milliard 200 millions d'Africains.

Le panafricanisme, c'est l'Afrique dans le cœur de ses filles et de ses fils. Et cela précède la création des Organisations communautaires.

Siné DIARRA
Expert –Comptable, Essayiste
Bamako – Mali.

Références bibliographiques

1. Sous la direction d'Evelyn HEYER et la préface d'Yves COPPENS, « Une belle histoire de l'homme », paru en 2015 aux éditions Flammarion, Paris.
2. Sous la direction de Mme Adame BA KONARE, « Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy » publié aux Editions La Découverte 2008 – 2009, Paris
3. William. A. LEWIS, « La Chose publique en Afrique occidentale », Paris, Ed Futuribles S.E.D.E.I.S, 1966, (page 106).
4. B. H Obama Sénior, « Problems Facing Our Socialism », « East Africa Journal » Juillet 1965
5. RFI, « Mémoire d'un Continent » (Le Passé de l'Afrique à la Radio) du 27 Juin 2013
6. C. A. DIOP, « L'Unité Culturelle de l'Afrique Noire », éditions Présence Africaine en 1959 pour la première fois, puis revu et augmenté en 1982
7. C.A. DIOP, « Les Fondements Economiques et Culturels d'un Etat Fédéral d'Afrique Noire », éditions Présence Africaine en 1960 pour la première fois, puis revu et corrigé en 1974.
8. Chaîne youtube Pensées KAMITE, «Des révélations choquantes sur la véritable origine du panafricanisme » interview de NYSYMB Lascony, Enseignant chercheur pluridisciplinaire.
9. Code noir de l'impérialisme

Ministère de la Famille et des Solidarités



Audience avec une délégation de l'Union Economique Ouest Africain (UEMOA)

Mme Maimouna Dieye, Ministre de la Famille et des Solidarités, a reçu, le vendredi 2 août, une mission de l'UEMOA dirigée par le Commissaire Mahamadou GADO. L'objet de la rencontre était d'échanger sur les priorités gouvernementales.

Après avoir souhaité la bienvenue à la délégation, Mme le Ministre a adressé ses félicitations à la Commission de l'UEMOA pour les efforts consentis en matière de développement des États membres de la communauté.

Elle a salué la démarche de l'UEMOA visant à recueillir les priorités gouvernementales et à exprimer son intérêt pour le département de la Famille et des Solidarités.

Elle a également félicité les progrès réalisés par l'UEMOA ces dernières années en matière de politique communautaire, de stratégie genre, d'égalité des sexes, ainsi que les diverses initiatives en faveur des femmes commerçantes et opératrices économiques.

Maimouna Dieye l'officiel
UEMOA



Kadhafi Diakité officiel



Le Mali est le 1er producteur de coton en Afrique francophone en 2024

Le Mali du colonel Assimi Goïta maintient sa place de leader en production cotonnière en Afrique de l'Ouest. Selon les statistiques du magazine de finance Sika Finance, le Mali est en tête de peloton avec une production cotonnière de 690 000 tonnes, grâce à une hausse de 77% par rapport à la campagne 2022/2023. Il est directement suivi par le Bénin qui a enregistré une augmentation de 1,99% à 600 063 tonnes.

Le Burkina Faso bien qu'ayant eu sa production 2023/2024 chutée de 4,3% à 387 279 tonnes, occupe la 4^e place du classement africain et le 3^e rang au niveau de l'UEMOA.

Kadhafi Diakité



Les Ateliers de la BRVM



[Qu'est-ce que la BRVM ?]

La BRVM, ou Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, est la bourse des valeurs mobilières pour l'espace UEMOA. Son site officiel est : <https://www.brvm.org/fr>.

Elle regroupe les 8 pays de l'UEMOA : Bénin , Burkina Faso , Mali , Sénégal , Côte d'Ivoire , Guinée-Bissau , Togo et Niger .

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières est un marché financier régional où s'échangent deux types de produits : les actions et les obligations .

À ce jour, nous comptons 46 entreprises des pays de l'UEMOA dont les actions sont disponibles, ainsi que des obligations émises par les États de l'UEMOA.

En tant que personne physique, vous avez la possibilité d'acheter ces actions pour profiter des bénéfices octroyés à la fin d'une année d'exercice.

Dites-moi en commentaire ce que vous savez de la BRVM.



H24 News



Deuxième session ordinaire de l'année 2024 du Comité Interparlementaire de l'UEMOA

L'honorable Abdoul Majid AG Mohamed Ahmed salue les avancées significatives du CIP et appelle les africains à soutenir le Mali

*Cotonou, la dynamique capitale économique du Bénin, accueille du

18 au 28 août 2024 la deuxième session ordinaire du Comité Inter-parlementaire de l'UEMOA. Ce rassemblement régional de grande envergure a permis à l'honorable Abdoul Majid AG Mohamed Ahmed, également connu sous le nom de Nasser AG et Vice président du CIP UEMOA au titre du Mali de partager ses impressions après la cérémonie officielle d'ouverture, en présence des Présidents de l'Assemblée nationale du Bénin, Louis Vlavonou, de l'honorable Professeur Abdoulaye SOMA et ses collègues députés membres de l'institution parlementaire sous régionale* Lors de son intervention, Nasser AG n'a pas manqué de saluer le discours du Président Vlavonou, qualifiant ses propos de véritable manifeste panafricaniste. L'annonce de la suppression des visas pour les Africains entrant au Bénin, faite par le gouvernement béninois, illustre l'engagement de ce pays en faveur de l'intégration africaine, un exemple que d'autres nations pourraient suivre.*



Sahel Actu - Mali



#MALI #FOOTBALL

OFFICIEL ! Sekou Koné (18 ans) va s'engager avec Manchester United !

Un accord a été trouvé avec Guidars FC .

Source : Fabrizio Romano

Qui est Sekou Koné la future étoile de Manchester ?

Né le 03 février 2006, Sekou Koné est milieu défensif appartenant au Guidars FC, il s'est fait un nom lors de la dernière Coupe du monde U17 en Indonésie où il a littéralement survolé la compétition avec son compère Hamidou Makalou.

Il était suivi par de nombreux clubs européens (Crystal Palace, RB Salzbourg, Wolverhampton et Chelsea FC)
L'accord devrait tourner autour de 1 ou 2 millions d'euros (1.309.015.378 Fcfa)

Source : Drissa Traoré



Benbere



Face à la prolifération des fausses informations, une telle législation devient indispensable pour protéger la crédibilité des médias numériques et garantir une information fiable au public. Le journalisme, fondé sur l'éthique de la collecte, de la vérification et de la diffusion de l'information, est actuellement encadré au Mali par la loi portant régime de la presse et le délit de presse.

L'urgence d'une loi pour régir les médias en ligne, un article disponible sur le site de Benbere. À lire ici

Lien : <https://bit.ly/3W0u304>

#FOKABEN #BololoLakana #BenbereVerif



Classement des banques de l'UEMOA : La commission bancaire confirme le leadership de la BMS au Mali



La Commission bancaire de l'Union économique ouest-africaine (UEMOA) vient de confirmer la position de leader de la Banque malienne de solidarité (BMS-SA) au Mali. En effet, la BMS-SA s'est classée 8e sur les 133 banques en activité dans la sous-région. Ce classement confirme non seulement la première position de la Banque, mais aussi et surtout le leadership de son Directeur Général, Lanfia Koïta. Chaque année, l'attente de la publication du rapport de la Commission bancaire de l'UEMOA est très attendue par les Etablissements de crédit de la sous-région. Cette «Police» des 133 banques de l'UEMOA examine rigoureusement le fonctionnement, la gouvernance de ces Institutions de crédit en activité dans la sous-région et fait son classement annuel.

Publié le 26 juillet 2024, le rapport annuel pour l'exercice 2023 a donc procédé comme d'habitude au classement des banques de la zone UEMOA (Côte d'Ivoire, Sénégal, Burkina Faso, Mali, Bénin, Togo, Niger et Guinée Bissau). Un classement effectué en fonction de la taille du bilan, du volume des dépôts et des crédits à la clientèle des 133 banques en activité. Il ressort de cette hiérarchisation officielle que la Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) se classe 8e dans la sous-région. Ce qui augure de sa bonne santé financière et sa résilience face aux chocs endogènes et exogènes à l'image de l'amélioration des principaux indicateurs de performance du secteur bancaire de la sous-région amorcée depuis les précédentes années. Ce classement confirme indéniablement, la première position de la BMS-SA au Mali.

Le rapport de 356 pages de la commission bancaire de l'UEMOA indique que, après moult examens, le secteur bancaire est dominé par les banques ivoiriennes à la tête desquelles se trouve la Société Générale CI suivie de Coris Bank du Burkina Faso. Puis cinq autres banques ivoiriennes se suivent juste avant la BMS-SA en 8e position sur les 133 établissements bancaires en activité de l'Union.

La Banque de Développement du Mali (BDM-SA) est la seconde banque

Revue des réformes politiques de l'UEMOA 2023 : Le mali en bonne position dans l'espace communautaire



Le Premier ministre a reçu en audience, ce jeudi 25 juillet 2024, une délégation spéciale de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) en visite à Bamako. La rencontre s'est déroulée en présence du ministre de l'Économie et des Finances Alousséni Sanou et celui de l'Industrie et du Commerce Moussa Allassane Diallo. La délégation était venue présenter la Revue des réformes politiques de l'UEMOA pour l'année 2023 qui fait état de la situation macroéconomique du Mali.

Le Président de la Commission de l'UEMOA, le Sénégalais Abdoulaye Diop, a réaffirmé la solidarité de l'institution face à la crise sécuritaire qu'a connu le Mali et salué le pays pour ses résultats satisfaisants en termes de taux d'application (81 %) des directives de l'UEMOA. «Le Mali reste un pays performeur historique» a-t-il affirmé.

Il n'a pas manqué, à l'occasion, de recueillir les orientations du Premier ministre afin de mieux comprendre le contexte malien. Il s'agissait également de renforcer le processus d'intégration au sein de l'espace et de le prendre en compte dans les politiques de développement.

Le Premier ministre s'est, en retour, réjoui de la bonne nouvelle et a remercié le Président de la Commission de l'UEMOA pour ce compte-rendu qui conforte les autorités de la Transition et surtout, a-t-il ajouté, au regard des sanctions injustes imposés au Mali et du contexte du terrorisme. Le positionnement du Mali est le reflet de la volonté du gouvernement d'observer une croissance économique pouvant rehausser le pays sur la scène continentale. Au ministre de l'Économie et des Finances, Alousséni Sanou, il a tenu à adresser ses félicitations. Il a également encouragé les services de l'assiette, notamment des impôts et des douanes, pour leur engagement.

La cérémonie a pris fin par la remise officielle de la Revue annuelle des réformes politiques UEMOA 2023 au Premier ministre.

CCRP

malienne classée. Elle occupe la 11e position dans le classement. Quant à la Banque Nationale pour le Développement Agricole (BNDA), elle occupe la 20e place.

Naby / Source: Le Matin

Deuxième session du CIP de l'UEMOA : L'Honorable Abdoul Majid AG Mohamed Ahmed a représenté le Mali



Cotonou, la capitale économique dynamique du Bénin, accueille la deuxième session ordinaire du Comité Interparlementaire de l'UEMOA, se déroulant du 18 au 28 août 2024. Cette rencontre régionale d'importance a été marquée par l'intervention de l'Honorable Abdoul Majid AG Mohamed Ahmed, également connu sous le nom de Nasser AG et Vice-président du CIP UEMOA pour le Mali.

Lors de la cérémonie officielle d'ouverture, en présence des Présidents de l'Assemblée nationale du Bénin, Louis Vlavonou, et de l'Honorable Professeur Abdoulaye SOMA, ainsi que de ses collègues députés membres de l'institution parlementaire sous-régionale, Nasser AG a exprimé son soutien aux progrès significatifs réalisés par le CIP. Il a également lancé un appel vibrant aux Africains pour qu'ils soutiennent le Mali dans ses efforts d'intégration régionale.

Au cours de son discours, Nasser AG a salué l'intervention du Président Vlavonou, qualifiant ses paroles de véritable manifeste panafricaniste. Il a notamment mis en avant l'annonce de la suppression des visas pour les Africains entrant au Bénin, une initiative prise par le gouvernement béninois pour favoriser l'intégration africaine. Cette décision témoigne de l'engagement du Bénin en faveur de la libre circulation des personnes sur le continent, un exemple que d'autres nations africaines pourraient suivre.

Ainsi, la deuxième session du CIP de l'UEMOA se déroule dans un climat de dialogue constructif et de coopération entre les pays membres, avec des discussions portant sur des sujets clés tels que l'intégration régionale, le développement économique et la promotion de la paix en Afrique de l'Ouest.

Le Mali, représenté par l'Honorable Abdoul Majid AG Mohamed Ahmed, se positionne comme un acteur engagé dans la construction d'une Afrique unie et prospère, où la solidarité et la coopération régionale sont les maîtres-mots.

Yacouba Ongoiba

UEMOA : Hausse de 10,62% à (+4 374,2 milliards FCFA) de la masse monétaire des États membres en janvier 2023



Les données officielles ont indiqué que la masse monétaire des pays de l'Union économique et monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) a connu un accroissement de 45 557,9 milliards FCFA (69,45 milliards d'euros) fin janvier 2023, contre 41 183,7 milliards FCFA fin janvier 2022, soit une progression de 10,62% (+4 374,2 milliards FCFA).

Ainsi, cette évolution est perceptible à travers la croissance de la circulation fiduciaire – billets et monnaies mis en circulation – (+9,69% à 10 248,5 milliards FCFA), des dépôts transférables (+14,97% à 21 743,3 milliards FCFA).

« Des autres dépôts inclus dans la masse monétaire dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque centrale (+4,93% à 13 566,1 milliards FCFA) », renseigne l'UEMOA dans son rapport sur la conjoncture économique publié en janvier 2022.

Quant aux contreparties de la masse monétaire, les indicateurs de l'Union estiment qu'elles ont connu des variations contrastées. Concernant les avoirs extérieurs nets, ceux-ci ont chuté drastiquement de 53,3% (-4 110,6 milliards FCFA) pour retomber à 3 603,1 milliards FCFA fin janvier 2023, en lien avec un accroissement des engagements extérieurs des pays membres de l'UEMOA.

Notons que les créances intérieures, composées des créances sur l'administration centrale et des créances sur l'économie, se sont consolidées de 20,95% à 52 636,5 milliards FCFA fin janvier 2023, contre 43 518,1 milliards FCFA fin janvier 2022.

Zangouna KONE

Source: Croissance Afrique

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 / Email: ampikile@gmail.com

Site: www.malikile.com



CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

MESSAGE SUR LA FRAUDE À L'AMO

**La Caisse Nationale d'Assurance Maladie
(CANAM)**

**a été alertée sur l'existence de sociétés
qui affilient et enrôlent frauduleusement
des personnes non assujetties au
Régime d'Assurance Maladie
Obligatoire (AMO).**

**Lesdites sociétés délivrent des cartes AMO
à des individus qui ne remplissent
pas les conditions requises pour des
prestations du régime de l'AMO.**

**En vue de faire valoir ses droits, la CANAM
a porté plainte contre deux sociétés qui
procèdent à ces pratiques.**

**Après les différentes auditions, les responsables
de ces deux sociétés ont été mis sous mandat
de dépôt en attendant leur procès.**

**<<Assuré à l'AMO, on cotise selon ses moyens
et on est pris en charge selon ses besoins sanitaires >>**



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI: Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorités Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.



N° VERT

80 00 22 22

Afrique : Baisse de 66 % des transactions du capital investissement au 1er semestre 2024

Au premier semestre 2024, le paysage du capital investissement en Afrique a subi une contraction significative, marquée par une baisse de 66 % des transactions par rapport à l'année précédente. Ce déclin a conduit à un total de 182 transactions, atteignant un montant cumulé de 0,9 milliard de dollars américains.

Ainsi, ces chiffres révèlent un tournant inquiétant, car il s'agit du plus faible résultat semestriel depuis 2017. Cette tendance soulève de nombreuses questions sur l'avenir du capital investissement sur le continent. Le ca-

pital investissement en Afrique a longtemps été perçu comme un moteur essentiel de croissance économique.

Toutefois, les données du premier semestre 2024 indiquent une dynamique négative, avec une réduction marquée du nombre de transactions. Les acteurs du marché évaluent désormais leurs stratégies afin de s'adapter à ce nouvel environnement économique. Une telle contraction pourrait avoir des implications à long terme sur l'innovation et le développement des entreprises en Afrique.

Statistiques des transactions et montant total investi

182 transactions enregistrées au premier semestre 2024.

Montant total investi de 0,9 milliard de dollars américains.

Une baisse de 66 % par rapport à la même période en 2023

Les semestres précédents avaient montré une tendance positive, avec une augmentation régulière des investissements en capital. En 2023, le montant total s'élevait à 2,6 milliards de dollars américains, représentant une hausse significative par rapport à l'année 2022. Ce contraste avec 2024 souligne l'ampleur de la contraction actuelle. L'instabilité politique et économique peut être identifiée comme l'un des principaux facteurs de cette régression.

Analyse des transactions supérieures à 100 millions de dollars

Les transactions supérieures à 100 millions de dollars ont été particulièrement touchées.

Un net ralentissement a été observé dans les





grandes opérations de capital investissement. Les investisseurs deviennent plus prudents, affectant les acquisitions majeures.

Plusieurs facteurs ont contribué à cette contraction. L'instabilité politique dans certaines régions, combinée à des conditions économiques difficiles, a exacerbé l'incertitude. Les investisseurs internationaux se montrent également réticents face aux cours des matières premières et à l'inflation croissante. Cette situation a conduit à une réduction des capitaux alloués au capital investissement, affectant gravement le paysage économique africain.

L'impact de cette contraction se ressent déjà dans plusieurs secteurs clés, notamment les startups et les entreprises en développement. La réduction des investissements limite la capacité d'innovation et de croissance des entreprises, mettant ainsi en péril des milliers d'emplois. De plus, les secteurs de la technologie et des infrastructures, qui dépendent fortement des fonds de capital-investissement, pourraient en pâtir à court et moyen terme. À long terme, cela pourrait freiner l'émergence d'un écosystème d'affaires dynamique en Afrique. Pour conclure, le premier semestre

2024 a marqué un tournant décisif pour le capital-investissement en Afrique, avec des résultats alarmants et des implications potentielles sur l'économie. Les acteurs du secteur devront s'adapter rapidement à cette réalité changeante afin d'atténuer les impacts négatifs sur le développement économique. À

mesure que la situation continue d'évoluer, une attention particulière sera nécessaire pour rétablir la confiance des investisseurs et stimuler à nouveau la croissance sur le continent.

Source : CroissanceAfrique





**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

UEMOA : Hausse de 6,96 % du coût moyen des emprunts bancaires en 2024

Les données officielles de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest ont indiqué que le coût moyen des emprunts bancaires dans l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) demeure un sujet d'inquiétude, ayant enregistré une augmentation de 0,24 point de pourcentage, atteignant 6,96 % au premier trimestre de 2024.

Ainsi, cette tendance met en lumière les défis économiques auxquels font face les emprunteurs. L'analyse de ces coûts révèle une variation significative en fonction de la nature des crédits et des emprunteurs.

Les taux débiteurs ont connu une hausse notable, entraînant une pression accrue sur les emprunteurs. En particulier, les crédits d'exportation ont vu les taux augmenter de 0,04 point. La trésorerie des entreprises a connu une montée plus significative de 0,68 point, illustrant la nécessité d'un accès facilité au crédit pour maintenir leur opérationnalité.

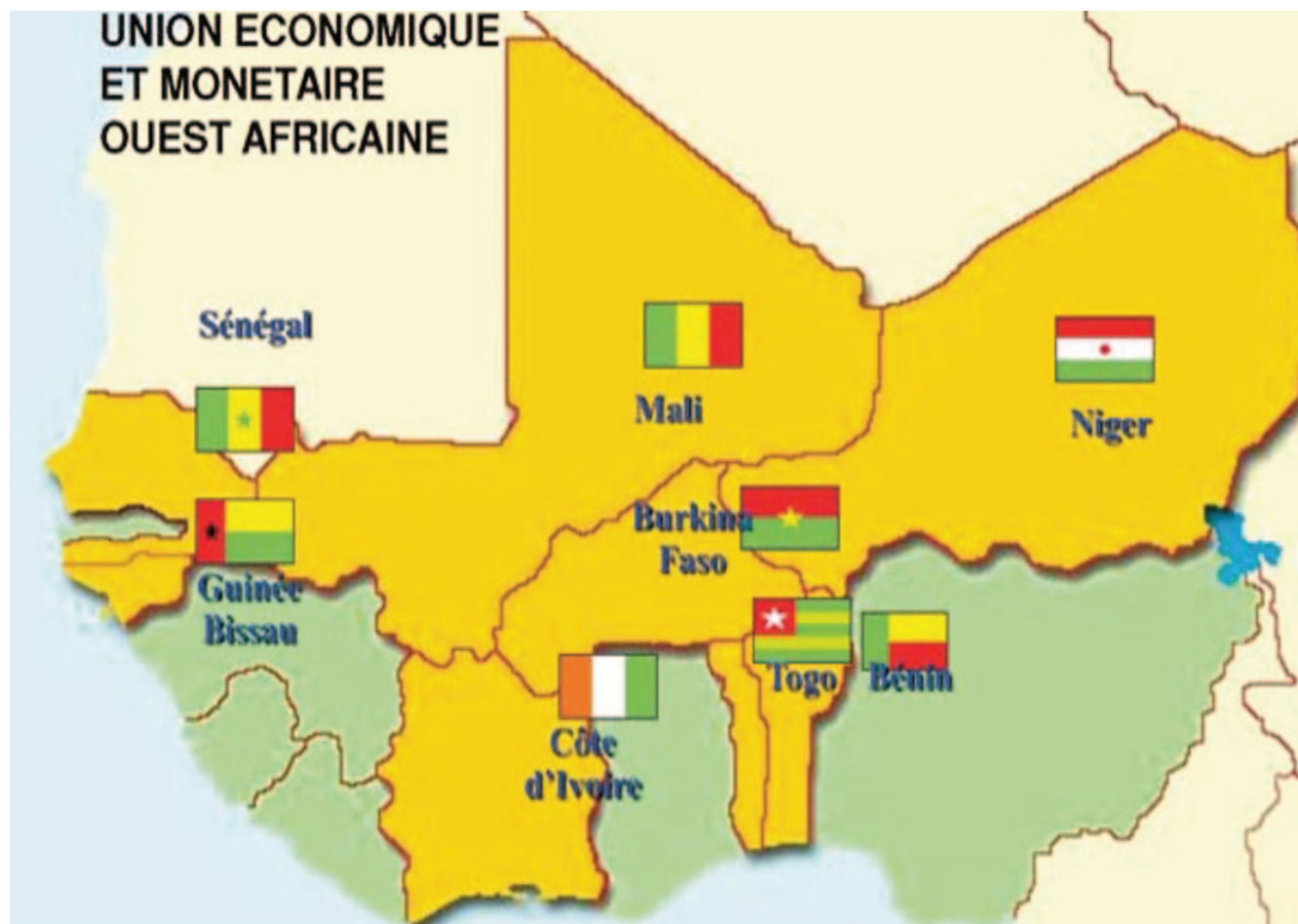
Il faut signaler également l'impact des taux débiteurs par secteur de crédit, et les crédits d'exportation : +0,04 pdp. Les besoins de trésorerie des entreprises : +0,68 pdp. Les crédits destinés à l'équipement : +0,41 pdp, les cré-

dits immobiliers : +0,07 pdp, et les crédits de consommation : -1,09 pdp.

Cette analyse sectorielle montre que les crédits destinés à des besoins spécifiques, tels que l'équipement ou la trésorerie, sont de plus en plus coûteux. Cependant, il convient de noter une exception pour les crédits de consommation, qui ont vu une baisse des coûts. Cela peut être interprété comme une tentative des banques de stimuler la consommation dans un environnement économique tendu.

Les hausses ne se généralisent pas uniformément. En fait, certaines catégories d'emprunteurs ont bénéficié d'une baisse des taux. Par exemple, les ménages ont observé une réduction des taux d'intérêt de 0,32 pdp, ce qui pourrait signaler une volonté des banques de soutenir ce segment vulnérable de la population.

Aussi, il existe des disparités selon la nature des emprunteurs. Autres sociétés non financières : +1,51 pdp, les sociétés financières : +0,46 pdp, les administrations publiques :





augmentations notées, les ménages : -0,32 pdp, les institutions sans but lucratif : -1,24 pdp.

Les augmentations de taux affectent davantage les sociétés non financières, tandis que les ménages et les institutions à but non lucratif en retirent des bénéfices. Cette disparité souligne la complexité du marché des crédits au sein de l'UEMOA.

Répartition des crédits entre personnes morales et physiques.

Il est essentiel de souligner que la majorité des crédits dans l'Union est allouée aux personnes morales, représentant environ 89,1 % des nouveaux prêts. D'autre part, les personnes physiques ne reçoivent qu'environ 10,9 % des crédits, indiquant une concentration sur le secteur des entreprises. Quant à l'allocation

des crédits aux PME et grandes entreprises, les données estiment que les micro, petites et moyennes entreprises (PME) reçoivent 50,1 % des crédits et les grandes entreprises 49,9 % des crédits. Cette répartition démontre l'importance des PME dans l'économie de l'UEMOA, mettant en évidence la nécessité d'une attention accrue à ce segment. Les banques jouent un rôle crucial dans le financement de ces entreprises, qui constituent un pilier de la croissance économique régionale.

Notons que le coût des emprunts bancaires dans l'UEMOA témoigne de la dynamique économique actuelle, avec des augmentations marquées pour certains secteurs et des baisses pour d'autres. Cette situation représente à la fois des défis et des opportunités pour les emprunteurs. L'adaptabilité et la révision des politiques de financement resteront cruciales pour naviguer dans cet environnement économique complexe.

Mariam KONÉ

Source : Croissanceafrik



COMMUNIQUÉ INPS

Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction générale l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens que le contrôle annuel de leur existence physique s'effectuera du 1er Septembre au 30 novembre 2024.

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de faire parvenir les pièces suivantes dans les lieux de paiement habituels avant **le 30 Novembre 2024 (délais de rigueur) :**

Pour les retraités :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Attestation de non-imposition.

Pour les conjoints survivants :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Certificat de non remariage.

Pour les rentiers :

- Certificat de vie.

La Direction générale de L'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 19 Août 2024

OUSMANE KARIM COULIBALY
Directeur Général
Chevalier de l'Ordre National

UEMOA : Bilan de 30 ans d'intégration économique

Le Dr Paul Koffi Koffi présente son dernier ouvrage sur l'intégration économique de l'UEMOA.

Ce vendredi 02 août 2024, la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI) au Plateau a été le théâtre de la dédicace officielle du livre intitulé "UEMOA: Bilan de 30 ans d'intégration économique", rédigé par le Dr Paul Koffi Koffi. Cet événement a été l'occasion pour l'auteur de présenter son analyse approfondie de l'évolution de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis sa création en 1994.

Dans son ouvrage, le Dr Paul Koffi Koffi explore en détail la mise en place des organes de l'Union, ainsi que l'implémentation de réformes majeures telles que la surveillance

multilatérale, la construction d'un marché commun et le développement de politiques sectorielles. L'auteur ivoirien examine également les défis auxquels l'UEMOA a dû faire face, notamment la crise sécuritaire depuis 2012, la pandémie de COVID-19 et les répercussions de la crise russo-ukrainienne en 2022.

Par ailleurs, le livre évalue les avancées réalisées en matière d'intégration régionale, notamment les initiatives conjointes avec la CEDEAO en vue de l'introduction d'une monnaie unique. Le Dr Paul Koffi Koffi questionne également l'avenir de l'intégration économique en Afrique de l'Ouest et la capacité de la région à devenir un espace économiquement dynamique.

Lors de la dédicace, le commissaire à l'Union économique et monétaire ouest-africaine chargé du Développement de l'entreprise, des mines, de l'Énergie et de l'Économie a souligné l'importance de cette analyse critique des trois décennies d'existence de l'UEMOA, offrant des perspectives pour son développement futur dans un contexte mondial en mutation.

Le Dr Paul Koffi Koffi, auteur de 9 ouvrages, dont "Houphouët et les mutations politiques en Côte d'Ivoire" et "Théories du management et théories politiques au service de la gouvernance publique", continue de contribuer de manière significative au débat intellectuel sur des sujets clés liés au développement économique et politique en Afrique.

"UEMOA: Bilan de 30 ans d'intégration économique" est un ouvrage incontournable pour quiconque s'intéresse à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest et aux enjeux économiques qui en découlent.

Fatou Sissoko



Crise au Niger : Bilan d'une année de tensions régionales



Il y a un an, le 18 août 2023, la région ouest-africaine était secouée par une crise politique majeure suite à l'éviction de Mohamed Bazoum du pouvoir au Niger le 26 juillet précédent. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) avait

alors exprimé sa volonté d'intervenir pour rétablir l'ordre constitutionnel dans le pays.

La force de la Cédéao s'était déclarée "prête à intervenir" au Niger dès que les dirigeants des pays membres donneraient l'ordre d'agir.

Cette annonce avait été faite par le commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de la Cédéao, Abdel-Fatau Musah, à l'issue d'une réunion des chefs d'état-major des armées ouest-africaines à Accra.

La France avait soutenu les décisions de la Cédéao et avait appelé au déploiement rapide d'une force pour rétablir l'ordre constitutionnel au Niger. Cependant, le Burkina Faso avait averti qu'il soutiendrait les forces nigériennes en cas d'agression de la part de la Cédéao.

Face à l'ultimatum lancé par la Cédéao, le Burkina Faso avait décidé d'envoyer des soldats en soutien au peuple nigérien. Malgré les tensions, la Cédéao n'avait pas renoncé à son projet d'intervention militaire au Niger, suscitant le retrait du Niger, du Mali et du Burkina Faso de l'institution régionale en janvier 2024.

En juin dernier, la Cédéao avait annoncé la création d'une force antiterroriste, témoignant de la complexité des enjeux sécuritaires dans la région. La situation au Niger reste donc préoccupante, marquée par des dissensions politiques et des tensions régionales qui appellent à une solution concertée et pacifique.

Cette crise met en lumière les défis auxquels sont confrontés les pays de la région ouest-africaine et souligne la nécessité d'un dialogue et d'une coopération renforcés pour assurer la stabilité et la sécurité dans la région.

Arouna Sidibé



Ligue des Champions d'Afrique : Incertitude autour du match retour entre le Djoliba et le Red Star de la Centrafrique

A quelques jours de la rencontre retour de la Ligue des Champions d'Afrique entre le Djoliba et le Red Star de la Centrafrique, prévue ce dimanche 25 août au stade du 26 Mars, une incertitude plane sur la participation de l'équipe centrafricaine. En effet, bloquée à Douala où s'est déroulé le match aller (0-0), l'équipe rencontre des dif-

ficultés logistiques qui pourraient la contraindre à déclarer forfait.

Lors du match aller, les Centrafricains étaient arrivés à Douala à la veille du match en raison de problèmes de financement, mettant en lumière les défis financiers auxquels certains clubs africains sont confrontés. Actuellement,

le champion de la Centrafrique se trouve toujours à Douala et peine à rejoindre Bamako pour disputer le match retour.

Selon plusieurs sources, si la situation ne s'améliore pas d'ici ce soir, l'équipe pourrait être contrainte de déclarer forfait et de rentrer à Bangui, abandonnant ainsi le match retour. Cette situation inattendue offre une opportunité au Djoliba Athlétique Club de se qualifier pour le deuxième tour de la compétition sans avoir à jouer son match retour.

Cette incertitude autour de la participation du Red Star souligne les défis auxquels les clubs africains peuvent être confrontés en matière d'organisation et de financement. Espérons que des solutions puissent être trouvées rapidement pour permettre à l'équipe centrafricaine de participer à cette compétition prestigieuse dans des conditions optimales.

Fatou Sissoko





Bélier (21 mars - 19 avril)

Professionnellement rien ne se passe comme vous le souhaitez. Entre un directeur ronchon, des collègues de bureau exaspérés et votre manque de motivation, il est difficile de se mettre au travail. Impatiemment, vous attendez votre heure de pause.

Vous avez quelques difficultés à boucler votre budget, une dépense par-ci, une dépense par-là, vous avez l'impression de ne jamais vous en sortir. Pourtant, cher Bélier, votre vigilance commence à payer. Prochainement vous en bénéficierez.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Essayez de calmer vos ardeurs, de refréner vos réactions si vous pouvez, et les rapports entre collègues redeviendront ce qu'ils ont toujours été, c'est-à-dire apaisés et cordiaux ! Entre Uranus et le Soleil, vous avez du mal à garder le contrôle.

Avec Jupiter, vous voyez les choses de façon démesurée. Vous pourriez avoir la folie des grandeurs, et l'envie de déménager fait son chemin. Une belle maison à la campagne, pouvant accueillir toute votre famille, voilà qui serait formidable !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Grâce à Mercure, vous aurez plus d'un tour dans votre sac. Fine mouche, vous utiliserez les éventuelles dissensions sur votre lieu de travail pour creuser votre sillon avec habileté. On vous demandera conseil, car vous garderez la tête froide.

Sur le plan financier, les tentations seront grandes. Et comme Vénus aura tendance à lever toutes vos inhibitions, vous aurez envie de faire des folies, quitte à le regretter par la suite. Par conséquent, efforcez-vous de mieux maîtriser votre carte bleue.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Pour parvenir à régler un problème, vous pouvez faire appel à vos plus proches collaborateurs, en effet, la situation vous semble suffisamment complexe pour pouvoir la résoudre en solo. Vous recevez un appui de qualité. Vos talents sont reconnus.

C'est grâce aux actions de Jupiter et à votre grande force de persuasion que vous pourrez obtenir un plus gros salaire. On peut dire que la situation actuelle arrange bien vos affaires financières. Ce serait ridicule de passer à côté.



Lion (22 juillet - 23 août)

En recherche d'emploi, il y a une issue favorable, cher Lion. Votre CV est retenu, vous pouvez vous réjouir d'avance, votre profil intéresse une entreprise de grande envergure. Présentez-vous à l'entretien et montrez-vous très confiant. La façon de placer votre argent dépend de ce que vous souhaitez en tirer. Prenez rapidement conseil auprès de votre conseiller de banque, cela vous permettra d'obtenir les bonnes informations et d'avoir les réponses à vos questions.



Vierge (23 août - 23 septembre)

L'ambiance au bureau est gâchée par des tensions, du fait de votre irritabilité du jour. La communication s'avère compliquée, et, malgré une belle créativité, votre travail risque d'en pâtir. Tournez le dos aux médisances et n'écoutez pas les ragots !

Votre nature généreuse est mise en avant pendant cette journée, et vous avez envie de gâter vos proches. Mais en bon économiste, vous parvenez tout de même à limiter votre budget, et vous gérez parfaitement. Aucun débordement inutile, bravo.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous aurez du pain sur la planche, mais vous serez suffisamment stimulé pour mener vos tâches avec succès. Vous serez remarqué favorablement par votre hiérarchie. Si vous recherchez un emploi, patience, car la chance va enfin tourner de votre côté.

En priorité, vous mènerez certaines affaires financières tambour battant, mais vous risquerez d'en délaissier d'autres qui mériteraient particulièrement votre attention. Certaines personnes pourraient tenter d'en profiter pour vous doubler : soyez alerte.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous n'avez pas le temps de vous attarder sur les problèmes de vos collègues de travail, vous avez suffisamment à faire. Si vous désirez monter votre propre activité, pour doubler vos chances de réussite, votre projet doit être maîtrisé à la perfection.

Budgétairement, tout va très bien ! Pluton (spécialiste financier) vous permet de finaliser une affaire, vous pourriez également signer un contrat très rentable. Vous profitez d'excellentes influences, autant vous faire plaisir si vous le souhaitez.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous manquez d'organisation. Un travail désorganisé et vous voilà à vous tirer les cheveux. Des petites complications pourraient vous apporter du stress. Votre impatience vous joue des tours. Prenez votre mal en patience avant de monter au créneau.

Vos finances crient à la prudence, aujourd'hui, rien ne va comme vous le souhaitez de ce côté-là. Un point précis sur la situation est obligatoire. Faites-vous aider de votre banquier, ensemble vous devriez trouver des solutions de facilité.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre organisation légendaire est bien réelle, et vous savez ce que vous faites. Le sérieux dont vous faites preuve au travail n'a d'égal que votre détermination, mais chassez cet air vaniteux qui peut arriver, et compromettre les bonnes relations.

Vous faites tout votre possible pour parvenir à équilibrer votre budget, et vous y parvenez. Économies ou épargne, restriction, tout est fait intelligemment afin que vous ne manquiez de rien, et cela malgré votre générosité bien réelle. Vous êtes champion !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Mercure dynamisera vos échanges avec vos collègues pour travailler efficacement. Si vous visez un emploi, vous serez acharné dans vos recherches. Vous n'attendrez pas forcément que l'on vous propose quelque chose. Vous prendrez des initiatives.

Il pourrait être question d'un prêt, d'un financement, mais vous devrez remplir plusieurs dossiers et attendre le feu vert de la banque. Un arrangement administratif pourrait vous être octroyé dans d'excellentes conditions et avantageuses pour vous.



Poisson (19 février - 21 mars)

Cher natif, sortir de votre zone de confort ne peut que vous faire du bien. Ce n'est pas sûr que jouer la carte de la sécurité vous amuse bien longtemps. Aujourd'hui, vous avez un choix à faire. Votre situation mérite grande réflexion.

De l'insouciance ou de la négligence, vous n'êtes pas suffisamment focalisé sur vos finances. C'est sûr, vous n'avez pas envie de vous encombrer l'esprit, mais votre situation financière actuelle demande un peu plus de sérieux et de vigilance.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23